

Lettre du chef de la sûreté fédérale en Cochinchine sur les réactions de l'opinion publique à l'égard de l'entrevue de la baie d'Along (Saïgon, 20 décembre 1947)

Légende: Le 20 décembre 1947, le chef de la sûreté fédérale en Cochinchine Robert Frances expose les réactions de l'opinion publique à l'égard de l'entrevue de la baie d'Along entre le haut-commissaire de France en Indochine Émile Bollaert et l'ancien empereur du Viêt Nam Bo Đì.

Copyright: (c) Archives Nationales d'Outre-Mer, Aix-en-Provence

Avertissement: Ce document a fait l'objet d'une reconnaissance optique de caractères (OCR - Optical Character Recognition) permettant d'effectuer des recherches plein texte et des copier-coller. Cependant, le résultat de l'OCR peut varier en fonction de la qualité du document original.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/lettre_du_chef_de_la_surete_federale_en_cochinchine_sur_les_reactions_de_l_opinion_publicue_a_l_egard_de_l_entrevue_de_la_baie_d_along_saigon_20_decembre_1947-fr-fa41aac8-a5b4-419b-9da6-4ecb29fa2f97.html



Date de dernière mise à jour: 01/03/2017

Saigon, le 20 Décembre 1947

Sûreté Fédérale

Le CHEF de la SURETE FEDERALE en COCHINCHINE,

à Monsieur le DIRECTEUR de la POLICE et
de la SURETE FEDERALES,

- SAIGON -

SECRET

En communication à Monsieur :

Le COMMISSAIRE de la REPUBLIQUE FRANCAISE
en COCHINCHINE, - SAIGON -

- Réactions de l'opinion publique à
l'égard de l'entrevue de la Baie
d'Along -

Suite à ma lettre N°I5.96I/S du 8-XII-47 et
satisfaction à votre note N°I5340/SG-I du 11
décembre 1947

a) - Opinion annamite. -

L'entrevue de la Baie d'Along entre S.M. BAO DAI
et M. Le Haut-Commissaire de France en Indochine, après
les premières réactions de surprise et d'expectative,
dans une note générale d'optimisme, qui ont suivi l'an-
nonce soudaine de l'événement, a été l'objet de manœuvres
de la presse annamite après de l'opinion, qui ont tendu,
avec un certain succès, à la dévaloriser en tant qu'évé-
nement d'importance politique capitale.

L'intérêt moins direct qu'à la suite de ces ma-
nœuvres lui accorde le grand public contraste avec les
réactions très violentes du Viêt-Minh au maquis et de
ses partisans de Saigon. L'attitude de la presse légale
est pour beaucoup dans cette passivité.

Si ...

*Donner Baie
d'Along.
voir l'avis à la fin de
supplément à l'entrevue
la fin de la note*

Si cette presse est en effet peu favorable à l'entrevue et aux perspectives qu'elle annonce, les journaux qui ont survécu à la mesure collective de suspension du 21 Novembre ont trouvé nécessaire de baisser de ton et se sont ainsi efforcés de faire à moitié silence sur ces perspectives. Se refusant à les approuver pleinement, ils se sont donc bornés, dans leurs commentaires, à admettre pour le principe l'éventualité d'un succès, mais en l'entourant de restrictions, de conditions et même de menaces plus ou moins voilées qui réduisent à peu de chose, en réalité, la portée de leurs concessions à l'esprit de collaboration franco-annamite.

Habitué à des critiques d'une violence toute autre, le public s'est désintéressé d'événements encore indécis, tandis que d'autres faits politiques attireraient son attention, habilement sollicitée par la même presse : ce furent d'abord la crise ministérielle française et le développement du mouvement de grèves politiques, puis l'incident diplomatique franco-russe.

A l'occasion de ces événements, la presse saigonaise, tant nationaliste que pro-Viêt-Minh, s'est en effet efforcée, avec un succès notable, de persuader l'opinion de l'imminence d'un bouleversement politique et social en France ou, tout au moins, de l'instabilité des Gouvernements RAMADIER et SHUMAN, en laissant entendre que leurs décisions se trouveraient remises en question par le gouvernement qui leur succéderait.

La prudence avec laquelle les journaux menèrent ce jeu se trouva d'ailleurs en défaut chez le "Cộng-Dông" (Assentiment public), de M. PHAN TRUONG MANH, qui, le 15 décembre courant, développa sans ambiguïté la thèse communiste montrant le Gouvernement Français en lutte ouverte avec le peuple français et la démocratie et allant jusqu'à prendre le parti de l'U.R.S.S. dans l'incident franco-russe de Beauregard, ainsi que je vous en ai rendu compte par lettre N° 16.300 du 16 décembre.

Pour avoir eu un caractère indirect, la parade imaginée par la presse pro-Viêt-Minh pour diminuer l'effet produit sur l'opinion par les perspectives qu'ouvrait l'entrevue de la Baie d'Along, ne démontre pas moins clairement le point auquel elle a ressenti le danger.

-00-00-

La prudence manœuvrière du Viêt-Minh ne s'est pas exercée en ce sens uniquement auprès du grand public et par la ...

la presse. Tout en laissant à leur propagande radio-diffusée et par tracts toute liberté de se déchaîner contre "le plan des colonialistes en collusion avec BAO DAI", les dirigeants Viêt-Minh de Cochinchine paraissent en effet s'être souvent bornés, dans leur propagande orale auprès des milieux intellectuels et bourgeois de Saigon, à minimiser l'importance de l'entrevue de la Baie d'Along, qu'ils déclarent de beaucoup inférieure à celle du discours de Haïong. On affecte ainsi, dans ces milieux, un scepticisme très net quant à la possibilité d'inscrire efficacement cette entrevue dans la ligne de "l'offensive de paix".

-00-00-

A

Cette attitude n'empêche pas, au besoin, de développer les thèses d'opposition. Pour les plus intransigeants des pro-Viêt-Minh, "l'entrée en scène de BAO DAI ne pourrait modifier les positions des résistants de Cochinchine même si l'ex-Empereur devait obtenir de la France des avantages supérieurs à ceux qui avaient été accordés à HO CHI MINH lors des précédents accords". Ces avantages "seraient, assure-t-on, illusoire, du fait que, "créature des colonialistes". BAO DAI resterait à leur merci, tant "dis que l'affectation mise par les communiqués et par la presse française à lui conserver son titre impérial dévoilerait les intentions secrètes, anti-démocratiques, des dirigeants de la politique française en Indochine : "seuls pourraient infirmer ces intentions les gestes décisifs seraient la non-intervention dans les affaires intérieures du V.N. et le retrait des troupes françaises de l'Indochine".

Une autre opinion admet que la France ait pu croire que l'"heure de BAO DAI eût sonné", mais pour contester la possibilité d'un succès de l'ex-Empereur à rallier l'opinion publique, "s'il ne lui est pas permis de jouer librement des deux atouts de l'Unité et de l'Indépendance nationales : à revenir au V.N. sans avoir tenu ses promesses à cet égard, l'ex-Empereur perdrait tout son prestige". Mais à supposer qu'il en obtint l'accomplissement du côté français, on affecte encore de souligner "les désaccords entre ses partisans, le Général XUAN n'ayant pu amener le Nord et le Centre à participer à sa "Conférence des Elites", tandis qu'au fond les dissensions tiendraient au partage des partis qui soutiennent "l'ex-Empereur, en deux camps, l'un monarchiste et l'autre démocratique".

-00-00-

Dans ...

Dans l'ensemble, les positions des divers groupements politiques annamites en Cochinchine n'ont donc pas été sensiblement modifiées sur le plan doctrinal par l'entrevue de la Baie d'Along et par les perspectives de négociations qu'elle ouvre. Toutefois, sur un autre plan, celui des réalités, des signes d'un éclaircissement de la situation apparaissent déjà, en relation avec cet événement, sur la même ligne que le discours de Hadong.

Un tri s'opère insensiblement entre les partisans de la pacification et les extrémistes de l'action violente. S'il continue à se produire des compromissions entre les uns et les autres dans le domaine de l'action, la confusion idéologique ne s'opère plus aussi facilement que par le passé et les partisans d'une action "diplomatique" prennent progressivement conscience des possibilités qu'a ouvertes le discours de Hadong et que l'entrevue d'Along pourrait développer.

Un indice caractéristique de ce redressement de l'opinion avait déjà été fourni à l'occasion des actes du Gouvernement NGUYEN VAN XUAN. Ainsi que je l'indiquais dans mon dernier rapport mensuel, la mesure de suspension collective du 21 novembre à l'encontre de onze journaux n'a pas soulevé contre ce Gouvernement le tollé général qui avait accompagné la mesure analogue prise par le Docteur HOACH. Malgré les efforts que fait à nouveau la presse pour émouvoir l'opinion, on doit en dire autant des mesures de précaution et de répression prises dans la Région Saigon-Cholon lorsque l'échec de la tentative d'apaisement entreprise auprès de la "Résistance" par le Général XUAN fut devenu manifeste.

Mais, surtout, l'exemple des ralliements dont avec une visible mauvaise humeur la presse pro-Viêt-Minh est bien forcée de reconnaître la réalité, des groupements politico-religieux de Tayninh et des Hoa-Hao, commence actuellement à porter tous ses fruits. Il n'est plus maintenant possible de soutenir que "seule une minorité de Viêt-Gian" serait favorable à une collaboration franco-annamite et adverse du Viêt-Minh. Le fait est au contraire acquis qu'au moins ces importantes fractions de la population ont décidé leur ralliement et, plus encore, qu'elles constituent une force redoutable.

Il est symptomatique qu'au lendemain de l'entrevue d'Along, plus nettement qu'après le discours de Hadong, la presse pro-Viêt-Minh ait elle-même implicitement reconnu ce fait, en discutant l'éventualité et l'importance des appuis ...

appuis que l'ex-Empereur trouverait dans les fractions en cause, et ait cherché par avance à minimiser la valeur de leur soutien, en les montrant divisées, ainsi qu'il vient d'être rappelé, sur le problème de la monarchie ou de la démocratie. Il y a quelques mois, le Viêt-Minh ne se prêtait même pas à discuter de pareilles hypothèses, les rejetant comme "les pures rêveries d'une poignée d'opportunistes inconscients".

-00-00-

Enfin, il convient de citer, parmi les éléments nouveaux susceptibles de modifier l'opinion publique, la prise de position par M. NGUYEN PHAN LONG, dans son quotidien "L'Echo du Tonkin", en faveur de l'ex-Empereur BAO DAI. Cette "trahison", comme on qualifie l'événement, dans les milieux pro-Viêt-Minh, a été assez fortement ressentie par eux pour que, dès avant le 21 novembre, la presse annamite de cette tendance ait estimé opportun de prendre violemment à partie M. NGUYEN PHAN LONG, qu'elle a accusé d'avoir perdu 60.000\$ pour "saboter" le Gouvernement XUAN en proposant la création d'un "Comité d'Etudes et de Liaison", qui paraissait devoir soutenir l'ex-Empereur BAO DAI.

-00-00-

Ces nouvelles tendances de l'opinion ont constitué un terrain favorable et ont permis de prendre force et de se préciser à l'éventualité d'un accord franco-annamite, sous les auspices de BAO DAI.

Symptomatiquement, cependant aussi, du sens dans lequel l'opinion entendrait cet accord, est le soin pris par le Viêt-Minh de réfuter par avance l'hypothèse que la nouvelle formule équivaldrait à "accorder davantage à l'ex-Empereur qu'il n'avait été accordé à HO CHI MINH". Cette formule, dont l'origine remonte à la propagande nationaliste, à caractère de surenchère, menée jusqu'à mi-novembre par les quotidiens "Quân Chung" de feu NGUYEN VAN SAM (Parti Social-démocrate), et "Quốc-Hồn", de LE KIM TY, présente un danger manifeste. Contre celui-ci, un communiqué français vient de prémunir indirectement le public sous la forme d'une "mise au point" faite à l'occasion des déclarations attribuées par la presse à M. DUHAMEL avant son départ en France, prévoyant que l'indépendance du Viet-Nam impliquerait une armée, une diplomatie et une économie nationales. Mais, entre temps, l'argument porte et entraîne l'adhésion de beaucoup d'hésitants, - sous réserve de confirmation.

En contre-partie et dans le silence de l'ex-Empereur à ce sujet, l'impression générale paraît être que l'accord envisagé entre les dirigeants de la politique française et l'ex-Empereur se ferait suivant la formule d'un "Viêt-Nam un et indépendant" dans l'Union Française - et c'est sans doute ce qui a rendu le plus inutilement inopportunes les déclarations prêtées à M. DUHAMEL, en rendant nécessaire une mi-

86...

mise au point qui paraît dissiper, avec des espérances évidemment injustifiées, des raisons de ralliement certainement agissantes.

L'impression du démenti semble avoir été très défavorable.

-00-00-

A ces considérations, il faut ajouter celle que le dénouement de la crise politique a opportunément écarté d'un avenir immédiat l'éventualité de troubles intérieurs en France et du soutien qu'en pourraient espérer les partis de subversion en Indochine. La contre-partie de cet avantage est l'utilisation tendancieuse par laquelle on cherche à lui donner un sens provocateur, du fait de la stabilisation vers la "droite" de l'opinion et du Gouvernement de la France, que le "Công-Đông", dans l'article précité, interprétait comme devant entraîner une collusion entre "les partis de droite en France et au Viet-Nam", contre le peuple annamite : c'est marquer le caractère particulièrement corrosif d'une campagne fondée sur de pareils arguments, au moment où tant d'autres difficultés sont soulevées devant les intentions du Gouvernement Français.

-00-00-

Il ne semble pas possible, pour le moment, d'aller plus loin dans l'appréciation des données favorables qui résultent d'un éclaircissement des positions prises par les diverses fractions de l'opinion annamite.

Il convient au surplus de souligner les points qui restent névralgiques avec une acuité à peine diminuée par rapport à la période antérieure. Ce sont, notamment :

- dans l'ordre intérieur, la question de la répression et la répugnance que la population saine éprouve encore à considérer les "résistants" comme des ennemis, quels que soient par ailleurs leurs excès, et même quand elle en arrive à désapprouver leur activité. C'est ce qui explique, après le succès passager obtenu auprès de l'opinion par "l'appel aux résistants" fait le 8 octobre par le Président QUAN, la précaution qu'ont dû prendre des journaux comme le "Viêt-Nam" et le "Gio Moi", qui ont affirmé leur respect des "résistants" tout en se déclarant opposés au principe de la résistance armée à l'heure actuelle; ou bien l'affirmation par le Ministre TRAN VAN AN que l'action du Gouvernement Provisoire ne prétend pas se substituer à la résistance mais seulement concourir au même but;
- en ce qui concerne la personnalité de l'ex-Empereur, l'ignorance de ses intentions quant au régime futur du pays, provoquant les inquiétudes des démocrates et les impatiences des monarchistes;
- en matière de relations franco-annamites, les questions de l'armée, de la diplomatie et de l'économie, liées comme il a été montré plus haut, à la surenchère "Baodafiste", qui veut pouvoir "obtenir plus pour l'ex-Empereur que pour HO CHI MINH".

-00-00-

Sur ...

Sur un point particulier, l'évolution de l'opinion annamite doit encore être soulignée. Bien que la presse française de Saigon ait depuis longtemps tenté d'éclairer l'opinion annamite sur le grave danger de la confusion entre le nationalisme et le communisme que le Viêt-Minh avait exploitée à son profit, bien que, sur ce point, la presse nationaliste ("Quần Chung" et "Quốc Hôn, surtout) aient mené également une rigoureuse campagne, la population paraissait jusqu'ici décidée à rejeter de tels arguments en les prétendant dictés par un esprit de réaction habilement combiné à une tentative de "sabotage" de l'oeuvre de la résistance.

L'efficacité de l'action de ces journaux n'a cependant pas été nulle et paraît même survivre à la disparition des journaux annamites précités, appuyée maintenant par des quotidiens nouveaux, de moindre audience.

L'opinion annamite paraît en tous cas plus sensible actuellement que par le passé aux arguments directs qui présentent le Viêt-Minh comme un camouflage de parti communiste, mais surtout à l'argument indirect qui montre l'erreur commise par les dirigeants de la politique annamite dans les trois "ky", en jouant la carte marxiste, alors que l'Indochine se trouve dans un cercle d'influence anti-communiste, tant par le fait de la France, définitivement réorientée aujourd'hui en ce sens, que par le jeu de la politique des E.U.A.

Grâce surtout à cette seconde considération. la confusion idéologique dont bénéficiait le Viêt-Minh se trouve partiellement dissipée.

Cependant, dans certains cas, la mise en demeure de choisir par laquelle se sont trouvés confrontés les individus, a eu pour effet, un raidissement cette fois conscient, des partisans du Viêt-Minh en tant que parti communiste, qui a décelé la force de l'emprise marxiste sur les esprits et le danger qu'elle constitue.

Mais, d'une façon générale, la situation s'est trouvée éclaircie et le tri mentionné plus haut tend à s'opérer encore, bien plus nettement que par le passé, sur le plan de la lutte anti-communiste.

L'exemple déjà cité du quotidien "Công-Dồng" apporte encore sur ce point des précisions intéressantes. Ne cachant pas, avant le 21 novembre, ses sympathies marxistes autant que pro-Viêt-Minh, ce journal, après la suspension de huit jours qui lui a été infligée à cette date, a ensuite reparu en atténuant fortement ses tendances ...

tendances antérieures. Mais, il s'agissait plutôt pour lui de les cacher que d'en changer, et c'est sous le couvert de l'étiquette démocratique qu'il développait des thèses à fond marxiste. C'est encore sans faire état de la doctrine communiste qu'était rédigé l'article anti-français cité plus haut. Il y a lieu de rappeler à ce sujet que ce procédé, qui est dans la ligne des instructions du Komintern, était communément pratiqué par les communistes annamites en d'autres temps, de sorte à diffuser leur doctrine en évitant de heurter l'opinion en l'annonçant comme marxiste, ce qui leur avait permis, vers les années 1939-1940, de placer la pensée annamite sous une forte influence marxiste.

La précaution ainsi prise par le "Cổng-Đông" et d'autres journaux ou périodiques actuels est symptomatique d'un état de l'opinion, devenue plus rétive à l'égard du marxisme et que la propagande est donc amenée à ménager.

Elle souligne en même temps cet autre sens dans lequel la récente évolution de l'opinion a pu fournir et a effectivement fourni aux adversaires cochinchinois du Viêt-Minh des raisons plus claires pour se montrer favorables à la ligne politique symbolisée par l'entrevue de la Baie d'Along.

b) - Opinion française. -

L'opinion française est, dans l'ensemble, favorable à l'ex-empereur, non pas tant par conviction directe que comme pour un pis-aller.

Il est, dans ces conditions, à prévoir que ce sentiment puisse et même doit être remis en question lors des négociations et de l'annonce des conditions concrètes qu'obtiendrait l'ex-empereur. Non pas que celles-ci ne soient pas déjà jugées d'avance excessives. Mais, par une sorte de convention tacite, qui a pour motifs tantôt le désir de ne pas gêner le Gouvernement Français dans ses négociations, tantôt la prédominance, pour le moment, du souci de parvenir à une prompt pacification, l'opinion française s'abstient d'envisager ces conditions ou fait semblant de croire qu'elles pourraient être raisonnables à son point de vue. Il sera temps, pense-t-on, aussi de les critiquer au moment où elles seront publiquement discutées et, s'il est besoin, de les repousser
au ...

au risque de réduire à néant les résultats obtenus par l'apparence de consentement tacite actuellement donnée.

Seuls, dans les milieux politiques conservateurs, les journaux "Etincelle", du M.R.P., et "Croix de Lorraine", du R.P.F., paraissent vouloir s'écarter de cette ligne de conduite et se maintenir sur leurs positions doctrinales de protestation explicitement formulée. Mais ces deux périodiques, de création récente, n'ont pas encore une clientèle aussi confirmée que le quotidien de M. De LACHEVROTIERE ou même que celui de M. BONVICINI qui ont pris position pour BAO DAI, sans s'expliquer nettement sur la portée de leur geste.

-00-00-

L'opposition française "de gauche" n'a pas, de son côté, modifié ses points de vue. L'un des groupements représentatifs de cette fraction minoritaire vient de définir ses positions, qui sont, dans l'ensemble, communes à toute cette fraction de l'opinion.

Le point de départ de son exposé est "l'épreuve de force" à laquelle la politique française et les relations franco-annamites se trouveraient définitivement acculées par un enchaînement de faits irrémédiables. Cette épreuve de force aurait été consciemment voulue et appliquée suivant un plan défini, celui-ci n'étant autre que l'"annexe à l'ordre du jour de la réunion du 11 février 1947 du Comité de l'Indochine et des Intérêts Français en Extrême-Orient". De ce plan, on fait aujourd'hui venir : "l'offensive au Tonkin", qui n'aurait eu de résultats que sur un dixième du territoire, les "opérations dans le Nord-Annam" et "l'éventualité de très prochaines opérations en Cochinchine, dès l'arrivée de renforts attendus".

Du point de vue politique, l'application du plan aurait réussi "à imposer au Gouvernement XUAN un revirement politique. Les nouvelles positions adoptées "par ce Gouvernement, l'action militaire et l'entrevue "de la Baie d'Along auraient concouru à l'affaiblissement du Gouvernement provisoire. Le même effet aurait été produit par une action répressive d'une violence "accrue, conçue pour satisfaire au raidissement de l'opinion chez la majorité "colonialiste" de la population "française. Dans son "revirement", ajoute l'exposé, "le "Gouvernement XUAN, assimilant la Résistance à un mouvement communiste, rappelle fâcheusement la propagande de "Vichy ...

"Vichy et des Kommandantur contre les "communistes" et
"les "terroristes"français, tandis que la population
"française et même nos autorités civiles et militaires
"paraissent attendre, des opérations militaires, appu-
"yées d'intrigues ou de corruption, le miracle qui
"ramènera une population enfin soumise au régime co-
"lonial d'avant le 9 Mars 1945"./.



Robert SPANCO
Contrôleur de la
Sûreté Fédérale